



CTA du mardi 11 janvier 2022 - Déclaration liminaire des élu.es de la FSU

Madame la Rectrice, Mesdames et Messieurs les membres du CTA,

Une semaine s'est écoulée depuis la rentrée des congés de fin d'année et de la maternelle au lycée, **la situation est vite devenue chaotique voire explosive pour les élèves, les familles et les personnels.** Jean-Michel Blanquer n'est plus en mesure de le cacher. La communication ministérielle assortie des certitudes autoritaires de ce dernier se heurte à la réalité que nous vivons toutes et tous. La FSU, bien que ne faisant pas partie des sachants, n'ignore rien de la complexité des évolutions de l'épidémie et de la coexistence de deux variants aux spécificités différentes. Notre fédération aurait pu être indulgente dans son analyse si cette épidémie venait de commencer. Mais elle dure depuis deux ans et aucun enseignement n'a été tiré par le ministre Blanquer. Il reste enfermé dans ses croyances, complètement fermé au dialogue avec les organisations syndicales comme en témoigne le bilan de la multilatérale ministérielle du 30 décembre 2021. Tous les agents se souviendront de la décision essentielle qui en est ressortie : « interdiction de boire le café debout devant la machine ». On rit jaune en salle des professeurs.

Le constat est donc à cette date sans appel : **le ministre a, une nouvelle fois, été dans l'incapacité, face au regain épidémique, de mettre en place les conditions minimales pour garantir la sécurité des personnels et des élèves, lui qui se veut le premier défenseur de l'école ouverte.**

Il y a tout d'abord le protocole sanitaire, paru de la veille pour le lendemain, assorti d'une communication dans un média privé et payant, déjà modifié en date du 06/01, sans que les services du ministère aient vérifié s'il pouvait être mis en œuvre. Hier soir à nouveau le protocole est modifié, cette fois par le premier ministre qui face à l'augmentation des contaminations l'allège. Ainsi, quelques jours après la rentrée, aux difficultés de fournir des masques est venue s'ajouter la rupture de stocks d'auto-tests. Les files d'attente s'allongent devant les pharmacies qui ne peuvent pas faire face. Les résultats des tests arrivent lentement et se traduisent par de nombreuses absences chez les élèves. C'est lourd de conséquences pour l'organisation pédagogique de tous les établissements scolaires et bientôt des examens. Cette situation pèse aussi lourdement sur les parents qui, excédés par les changements de pied permanents, en viennent à être agressifs avec les personnels et en premier lieu les directeurs d'école, les CPE, les principaux et proviseurs.

Par ailleurs, depuis le mois de novembre, le ministère connaissait la très haute contagiosité du variant omicron. A ce titre, il était évident que même avec un protocole digne de son nom, **il était fortement souhaitable, dans le contexte de pénurie d'enseignants déjà sensible avant la crise sanitaire, et qui s'ajoute à des années de suppressions de postes, de procéder de manière anticipée à des recrutements pour faire face aux besoins de remplacements potentiels et**

nombreux à venir. Pourquoi alors avoir attendu le mois de janvier et le chaos pour commencer à agir ?

Nous ne pouvons y voir qu'une nouvelle preuve éclatante du **manque d'anticipation du Ministre.** A moins, bien entendu, que cette situation ne soit voulue par ce dernier. En effet Jean-Michel Blanquer semble plus enclin à rendre l'argent du ministère qu'à ouvrir des crédits pour recruter les personnels nécessaires et permettre l'investissement dans des purificateurs d'air ou détecteurs de CO₂.

Le mardi 4 janvier lors du groupe de travail, nous vous alertions Madame la Rectrice sur la situation et réitérions nos demandes concernant notamment les masques.

Votre réponse lors du GT « Il n'y a pas de question sur les masques, ceux de l'Education Nationale sont bien distribués », n'est en aucun cas satisfaisante. Si l'on met de côté le fait qu'ils n'arrivent pas toujours et pas partout, il nous faut aussi rappeler une nouvelle fois, même si nous ne sommes pas des sachants, que tous les professionnels de santé reconnaissent que les masques en tissu ne sont pas efficaces contre le nouveau variant et qu'il faudrait des masques FFP2. A ce titre, nous accueillons favorablement, même si cela reste bien tardif et partiellement satisfaisant, les propos du premier ministre qui, en date du 05/01, s'engage à fournir des masques chirurgicaux à l'ensemble des enseignants avant la fin du mois de janvier. Sans doute serait-il utile de rappeler à ce dernier qu'il y a bien d'autres personnels que les enseignants au sein de l'éducation nationale.

Finalement, il nous faut objectivement constater que **si les établissements scolaires restent tant bien que mal ouverts, c'est bien grâce au professionnalisme et au sens du service public des agents de l'Education Nationale et des collectivités territoriales.**

La reprise de l'inflation et le maintien par ce gouvernement du gel du point d'indice dans la Fonction publique accentue le recul du pouvoir d'achat pour toutes les catégories d'agents, ainsi que pour nos collègues retraités. Ces pertes ne font que renforcer les effets de l'absence de revalorisation de nos métiers, alors que M. Blanquer avait affirmé dans son premier discours, qu'il se voulait le ministre d'une « revalorisation historique ». Pour la Fonction publique, la prétendue « conférence sociale » devait ne déboucher sur rien pendant ce quinquennat, selon les dires mêmes de la Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques.

C'est bien de mesures générales réelles et concrètes que les personnels de l'Education Nationale et plus généralement les fonctionnaires ont besoin. Pour mettre un coup d'arrêt au mépris de ce gouvernement vis-à-vis de la Fonction publique, **la FSU exige une revalorisation ambitieuse de nos métiers sans aucune contrepartie et qui passe obligatoirement par une revalorisation du point d'indice et son dégel.**

La prétendue « priorité » donnée à l'école primaire se concentre, depuis le début de ce quinquennat, sur les réformes dites prioritaires. Aucune évaluation du bien fondé de ces « priorités, aucun dialogue social ». Les « sachants » décident au mépris des compétences et des propositions des professionnels de l'Éducation Nationale du terrain. Or ces priorités sont consommatrices de postes, comme le montre la ventilation des moyens.

La crise sanitaire a mis en exergue le manque de personnels formés dans les écoles maternelle et élémentaire. Elle a confirmé la méconnaissance de la part du ministère des réalités du premier degré. Le protocole paru le dimanche 2 janvier en est une énième démonstration. Effectivement la

conjugaison de la dotation positive octroyée à l'Académie et la baisse démographique va mécaniquement améliorer le P/E et le E/C global. Les moyens alloués aux départements ne permettront cependant ni d'améliorer significativement les décharges de direction, ni de créer des postes RASED. Ils ne permettront pas aux personnels de se former, en assurant des remplacements à la hauteur des besoins, ni de créer des postes de remplaçants notamment pour que le droit à la formation s'applique véritablement (stage de formation continue, congé de formation professionnelle et CPF), etc...

Actuellement, le manque de personnels se fait cruellement sentir et désorganise complètement le service public d'éducation. La situation, déjà très compliquée avant la crise sanitaire, est devenue catastrophique sur le terrain : les remplaçants sont sommés de changer d'école soudainement en milieu de journée pour jouer aux pompiers, on ne compte plus le nombre d'élèves renvoyés chez eux suite à une fermeture administrative de leurs classes. Intenable pour les équipes pédagogiques qui tiennent les écoles à bout de bras dans cette période plus que difficile et ce depuis 20 mois. L'école doit rester ouverte, nous n'en douterons jamais. Mais une classe sans élève et sans enseignant correspond-elle à la conception de l'école de Blanquer ? A l'école, on enseigne. Pour cela il faut les moyens humains, financiers et le respect du professionnalisme des personnels de l'Éducation Nationale.

Si l'école est une priorité, alors un plan d'urgence est nécessaire et cela doit se traduire par plus de personnels formés dans les écoles, des salaires qui correspondent à nos missions et du respect de la part de notre ministre de tutelle. Encore mardi dernier, Jean-Michel Blanquer utilisait le terme d'absentéisme pour parler des enseignants qui ne pouvaient être à leur poste... Madame la Rectrice, vous connaissez, comme nous, la signification de ce terme particulièrement péjoratif, et qui ne correspond à aucune réalité !

- **33 postes pour le second degré dans notre académie !** Le ministère annonce 170 ETP supplémentaires pour l'académie. En réalité, cette progression est financée par la réforme des concours. La formation et les conditions de travail des stagiaires sont donc sacrifiées au nom de principes purement budgétaires.

Dans le même temps, l'académie doit accueillir 3081 élèves de plus. Alors que les élèves subissent depuis deux ans les conséquences de la crise sanitaire, le ministère persiste à refuser de leur offrir des conditions pédagogiques dignes de ce nom. Les professeurs exigent des moyens décents pour répondre aux besoins de leurs élèves, ce qui passe par des classes moins chargées et davantage de cours en effectifs réduits. Faute de moyens supplémentaires suffisants, la croissance démographique de certains départements, en collègue est financée, et de manière insuffisante, en retirant massivement des moyens dans d'autres. L'austérité budgétaire n'aboutira ainsi qu'à une nouvelle dégradation des conditions d'enseignement dans l'ensemble des établissements, d'autant plus que les quelques créations de postes dans les lycées sont compensées par des suppressions en collègue.

Cette mandature a continuellement accentué les inégalités sociales et fragilisé les plus précaires. Le ministre de l'Éducation Nationale, par sa politique de reprise de moyens dans l'EP mais surtout par son projet libéral pour cette dernière joue un rôle primordial dans l'abandon des classes populaires.

Plutôt que de développer les collectifs de travail, il renforce la concurrence entre les personnels comme entre les établissements, à travers les nouvelles modalités de calcul de la prime REP +.

La FSU demande l'abandon de cette part variable au profit d'un complément identique pour tous à la part fixe. La FSU revendique l'élargissement de l'indemnité REP et REP+ aux AESH et AED et l'extension de la pondération REP+ à tous les personnels de l'éducation prioritaire du fait des conditions d'exercice plus difficiles et du travail en équipe quotidien informel, plus nécessaire qu'ailleurs.

Face à la situation dégradée et au mépris de ce gouvernement pour les personnels usagers et pour l'Education Nationale, **la FSU appelle dès maintenant nos professions à se mobiliser dans les actions pour le service public d'éducation.**

Jeudi 13 janvier, la FSU appelle, avec une large intersyndicale, avec les fédérations de parents d'élèves et les organisations lycéenne, à se mobiliser pour dénoncer, la gestion de la crise sanitaire, le manque de moyens, l'organisation prévue pour les examens, le mépris.

Le vendredi 14 janvier, contre la loi 3DS, la volonté de donner l'autorité fonctionnelle au collectivités territoriales sur les adjoints gestionnaires, la FSU appelle en intersyndicale à une journée administrative morte.

Le jeudi 27 janvier, elle appelle en intersyndicale à une journée de grève pour nos salaires.